

Agriculture en zones périurbaines

Les Safer veulent stopper le gaspillage du foncier agricole



Dans les zones périurbaines, les conflits d'usage sur le foncier sont exacerbés. Réunies en congrès à Paris, les Safer ont dénoncé le gaspillage du foncier agricole en France, rappelé le rôle stratégique que pourrait jouer l'agriculture périurbaine dans notre pays ainsi que leur position d'expert et d'arbitre vis-à-vis des collectivités locales.

«Il faut stopper le gaspillage de la terre agricole». Dans son discours de clôture, le nouveau président de la Fédération nationale des Safer, Emmanuel Hiest a souligné l'enjeu de société que représente l'exacerbation des conflits d'usage sur le foncier et la diminution des terres agricoles, un phénomène amplifié dans l'espace périurbain. Entre 1999 et 2008, en France, les grands pôles urbains ont progressé de 22% et l'espace périurbain de 42%. Cependant, 41% des surfaces agricoles se trouvent en zones urbanisées alors que la demande pour une alimentation de proximité n'a jamais été aussi forte. «L'agriculture peut jouer un rôle majeur en zone périurbaine en contribuant à la production d'une alimentation locale, en créant des emplois et du lien social, en protégeant l'environnement, en préservant les pay-

sages» rappelle Michel Heimann directeur général de la FNSafer. Pourtant, la France consomme chaque année 78 000 ha de foncier soit deux fois plus que l'Allemagne dont 50 000 ha sont artificialisés. La ville s'étale souvent au détriment de bonnes terres agricoles. Un constat partagé par les grands témoins appelés à intervenir à ce congrès : Dominique Barrau pour la FNSEA, Guy Vasseur pour l'APCA, Jean-Michel Schaeffer pour les Jeunes Agriculteurs qui ont tous repris à leur compte le terme de «gaspillage».

Acteurs du foncier périurbain

Face à cette situation, «le constat ne suffit plus, il faut agir» s'est emporté Emmanuel Hiest rappelant que «très connues pour leurs actions en zone rurale, les Safer peuvent aussi intervenir avec pertinence en zones périurbaines». A partir de leur expertise unique d'observation foncière et de diagnostics de territoires, notamment à travers le nouveau site cartographique en ligne Vigifoncier ainsi que leurs actions d'achat, de vente et de gestion, les Safer peuvent accompagner les collectivités dans la mise en place de leurs politiques.

Aujourd'hui, elles déplorent que les outils de mise en œuvre de l'aménagement du foncier aient des durées de vie trop limitées, incompatibles avec l'activité agricole. Pour Hervé Billet, président de la Safer d'Ile-de-France, «les documents d'urbanisme révisés à chaque mandature municipale sont un frein au développement de l'agriculture périurbaine». Pourtant, le regard que nos concitoyens portent sur l'agriculture est en train de changer. Rappelant que «Paris s'est étendue en détruisant l'agriculture qui l'avait nourrie», Pierre Missioux, directeur général délégué de la Safer d'Ile-de-France, s'est plu à souligner «qu'aujourd'hui, elle cherche à reconstruire sa ceinture maraîchère». La Safer d'Ile-de-France travaille actuellement à la reconversion de 100 ha de la base aérienne de Brétigny au maraîchage en agriculture biologique. Opérateurs fonciers, les Safer demandent plus de lisibilité pour développer leurs projets. Elles comptent aussi sur la prise de conscience, par les élus, du rôle de l'agriculture dans le développement économique. Emmanuel Hiest, en est convaincu «pour une collectivité urbaine, avoir une agriculture périurbaine sera un atout dans les années à venir».